

La dette migratoire : cette bombe à fragmentation...



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 30 septembre 2020

Source [Boulevard Voltaire] Depuis la crise de 2008-2009, la France, comme d'autres pays, s'inquiète de son niveau d'endettement public.

Il a effectivement explosé sous la pression de nos déficits, devenus hors de contrôle, passant de l'étiage de 60 % à plus de 90 %, à la fin de l'ère Sarkozy, chiffre que Hollande n'a pas pu faire baisser par la suite. Le brillant technocrate, qu'une majorité a élu en 2017 avec la promesse d'une réduction de ce fardeau, l'a gaillardement porté à environ 100 %. La pandémie du Covid-19 a refait « péter les compteurs » et va nous emmener aux alentours de 120 % de dette sur PIB. On nous rassure : « Ce n'est pas très grave, cela ne coûte rien puisque les taux d'intérêts sont à 0 %. » Et on va même jusqu'à nous assurer que dès que la crise sera terminée, on s'emploiera à réduire notre dette publique.

Mais dans le même temps, une autre dette apparaît, plus difficilement chiffrable : celle du climat. La croissance exponentielle des émissions de gaz à effet de serre depuis le début de la révolution industrielle fait peser sur notre avenir une menace qu'une large majorité de la communauté scientifique rassemblée au sein du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) estime grave avec un réchauffement de l'atmosphère de 3 à 5 degrés d'ici 2100. Ces effets sont déjà apparents et les conséquences à long terme seraient dramatiques, nous dit-on. Soit.

Le monde entier s'en préoccupe et, de sommet en sommet, des objectifs de réduction des émissions sont adoptés. Bien. Les écologistes s'emballent en nous enjoignant de faire plus : bannir la voiture, clouer les avions au sol, diverter une masse considérable de ressources financières pour calfeutrer nos bâtiments et nos logements. La funeste Greta Thunberg tance les dirigeants mondiaux du haut de ses 16 ans en les accusant de laisser à sa génération une dette écologique mortelle. On se demande comment ont vécu ses parents, mais passons. La question est sérieuse et nous la prenons au sérieux.

Mais c'est une troisième dette qui gonfle sous nos yeux en Europe, et notoirement en France : le fardeau migratoire que nous accumulons année après année. Il est alimenté par l'entrée, sur nos territoires, d'individus toujours plus nombreux qui amènent leur misère, leurs préjugés, leur violence, leur radicalité religieuse, leurs immenses besoins sociaux et leur concurrence dans un marché du travail marqué par un chômage élevé et une sous-rémunération des jobs les plus difficiles. Qu'allons-nous léguer à nos descendants proches et lointains ? Un pays où on se fait planter pour un mauvais regard. Où l'on se fait harceler, insulter et taper car on porte une jupe trop courte. Où l'on se fait attaquer au couteau au nom d'Allah. Où le blasphème vous expose à des menaces de mort. Où le port du voile régressif et obscurantiste devient la norme. Où des territoires entiers – de plus en plus nombreux – ont changé de peuple. Où les forces de l'ordre, pompiers inclus, se font caillasser par les envahisseurs car ils franchissent « leurs frontières ». Où se « métisser » avec les arrivants devient un impératif moral.

Pour l'élite qui règne dans les palais de la République ainsi que sur les plateaux ou dans les bureaux de la majorité des médias, il ne se passe rien. « Circulez, braves gens, y a rien à voir, tout cela va se normaliser en y consacrant toujours plus de milliards que l'on prendra dans les poches des Français. »

La vérité ? Cette dette est une bombe à fragmentation qui libère chaque jour une munition qui nous pète à la gueule ici ou là, dans une métropole, dans une ville petite ou moyenne au nord, au sud, à l'est, à l'ouest ou au centre. Il n'y a quasiment pas un jour de répit. L'attaque de vendredi, dans la rue de l'ancien siège de [Charlie Hebdo](#), à [Paris](#), par un jeune Pakistanais islamiste nous choque. Mais c'est la chronique d'une forme d'habitude, comme la normalité des assauts dans une ville assiégée.

Il est temps de parler de ce passif et de reconnaître clairement qu'il n'est pas le fait de toutes les immigrations mais de certaines d'entre elles, issues du Maghreb, d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient islamique et de cette zone d'obscurantisme extrême que constituent le Pakistan et l'Afghanistan. Il n'est plus possible de laisser cette situation se détériorer davantage. Nous savons que Macron et le « camp du bien » continueront à nier imperturbablement l'ampleur de cette catastrophe. Nous n'avons rien à espérer d'eux. C'est en [2022](#) que se jouera notre avenir. L'alternative que les Français devront trancher est simple. Descendre encore plus profondément dans un abysse dont nous ne pourrons plus remonter ou planter notre piolet et nos mousquetons dans la paroi pour la remonter pas à pas, inflexiblement, inexorablement, en ignorant les invectives de celles et ceux qui ne peuvent accepter notre refus de mourir au fond de leur trou.